

2^{ème} édition des Journées de l'Union

Colloque sur le thème "les systèmes démocratiques en Afrique : cas du Bénin, 35ans après la Conférence Nationale

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU PRESIDENT JOSEPH FIFAMIN DJOGBENOU

- A Isidore de Souza et tous les acteurs de la Conférence nationale des Forces vives de la Nation
- A tous les membres fondateurs du parti Union Progressiste le Renouveau et tous les militants aujourd'hui disparus,
- A nos distingués camarades Yves Kouaro CHABI, ancien ministre, et Firmin KOUTON, ancien préfet, qui viennent de s'élever à l'éternité,

Monsieur le Président Bruno AMOUSSOU,

Votre présence inspirante, encourageante et engageante à l'ouverture de ce Colloque est salubre et mérite d'être reconnue.

Elle intervient fort opportunément dans le cadre des Journées de l'Union instituées sous votre magistère en suffrages bien pertinents aux activités d'animation de la vie politique dont notre Parti a la marque.

Messieurs les Présidents **Mathurin Coffi NAGO, Kolawole IDJI, Sacca LAFIA, Abraham ZINZINDOHOUE, Louis Gbehounou VLAVONOU, Pascal Irénée KOUPAKI** avec le président **Bruno AMOUSSOU** et les autres dignitaires historiques de notre parti, membres de la *Direction exécutive nationale* et du **Bureau politique**, vous en avez convenu, assuré et assumé, avec beaucoup d'autres camarades, la délicate mais passionnante conception-fondation, avec d'autres encore, la laborieuse et non moins heureuse gestation, avec de nombreux autres enfin, la nécessaire évolution, faite de fusion, d'adhésion en somme, d'élargissement positif.

En vous saluant, je les salue tous. En vous remerciant, je les remercie tous. En vous exprimant la reconnaissance infinie du parti et sa gratitude, je nous engage

à nous armer davantage de courage pour porter la nouvelle espérance attendue par tous de notre parti.

Vous imaginez bien que je ne peux pas ne pas associer, à cette reconnaissance, et à ce nécessaire courage politique pour aller de l'avant, la personne du Président Adrien HOUNGBEDJI. Il nous entend, sans doute. Il nous suit, comme d'habitude, avec intérêt et, je le sais, avec responsabilité.

L'acte du 22 août 2022, salué de tous, est l'une des pierres angulaires de la construction politique de notre pays, ciment de son développement socio-économique à mettre au crédit de sa sagacité et de sa volonté d'unir davantage pour semer en plus les graines de progrès. Nous avons tous, l'impérieux devoir d'en préserver, d'en soutenir et d'en renforcer le contenu et l'esprit en agissant continûment, en dépit de toutes les difficultés, à enrichir l'Union pour le Progrès et par le Renouveau.

Mesdames et messieurs,

Chers camarades,

Il y a 35 ans, une prodigieuse promesse politique est faite avec courage, de cette terre bénie d'Afrique à elle-même, à l'Afrique et au monde, promesse de rupture et de renouveau qui permet à un peuple de quitter les rives du désespoir vers celles de l'espérance.

En dix jours, du lundi 19 février au mercredi 28 février, notre pays a tenté de solder un passé politiquement belliqueux et économiquement déviant pour poser les bases d'un avenir responsable à bâtir autour de la Nation, de l'Etat et de l'individu-citoyen. Que reste-il de cette promesse et que devons-nous en faire aujourd'hui ?

Cette double interrogation cristallisée autour de l'héritage de la Conférence nationale des Forces vives de la Nation, est une interpellation politique qui s'adresse essentiellement à la classe politique et surtout, à nous tous progressistes engagés.

Ce colloque est organisé, non seulement pour faire mémoire, mais pour transmettre, par l'action et l'audace politique, la mémoire.

Il est organisé pour faire mémoire, certes des 521 délégués à la Conférence, acteurs directs et immédiats de cette mutation politique et sociale profonde, dont certains, heureusement vivants et surtout membres de notre Parti, sont dans cette salle.

Il est organisé aussi pour faire mémoire de ces autres acteurs indirects mais réels, médiats, mais à l'origine de ce bouleversement qui saisit l'Afrique et le monde. Nous sommes en effet en devoir de nous souvenir des élèves et des étudiants, agissant ou non dans les comités d'action dont le porte flambeau fut le Parti Communiste du Bénin.

Nous devons nous souvenir pour davantage les honorer, des ouvriers, des paysans, des artisans, des enseignants et des fonctionnaires, confrontés à la rupture des services essentiels de l'Etat, privé de tout et surtout de l'espoir.

Ce colloque est surtout organisé pour transmettre la mémoire des résultats de la conférence dont il importe d'en faire l'inventaire avec la rigueur politique qui s'impose.

L'héritier qui renonce au devoir d'inventaire n'est pas digne de son auteur, car, méprisant ou mésestimant les principes de la temporalité, il renonce à la nécessaire contextualisation, à l'impératif de l'adaptation et de l'évolution.

Si tant est que la concrétisation des promesses de la Conférence nationale est de nature politique, l'héritage de cette conférence est une dette politique qui ne peut ni se résoudre ni se transmettre que par l'action politique audacieuse.

La classe politique ne saurait échapper à ces préoccupations lancinantes :

- 1- Dans un monde marqué par le désordre et la légitimation de la force, le terrorisme et le déséquilibre des puissances, comment se réapproprier l'héritage politique de la Conférence nationale en ce qui concerne le système partisan capable de favoriser sans retard et d'enrichir les choix politiques pertinents, qui permettent à notre pays de compter pour lui-même et de compter dans le monde ? C'est, me semble-t-il, toute la problématique du système partisan auquel est consacré un panel important.
- 2- Dans un monde d'accentuation des vulnérabilités, des violences et des déviances, comment s'inspirer de l'héritage politique de la Conférence nationale en vue d'une justice forte et juste, épargnée elle-même des déviances et consolidant l'Etat de droit ? C'est aussi l'un des questionnements saisissants du panel consacré à l'Etat de droit et à la justice dont nous espérons les conclusions heureuses.
- 3- Enfin, et c'est un débat attendu, que retenir de la promesse de développement économique et de l'épanouissement individuel semée par la conférence des Forces vives de la Nation ? Promesse délaissée ou

déclassée ? Dans tous les cas cette promesse est relancée depuis 2016 par l'action et le sacrifice de nos compatriotes et de chacun de vous, sous l'éclairante action politique du Président de la République et de son gouvernement. Le troisième panel, autour des questions de développement économique et de progrès social nous intéressera à bien des égards.

Mesdames et messieurs,

Chers camarades,

S'il est permis de rechercher parmi les résolutions de la Conférence nationale les éléments constitutifs de ce qu'il pourrait convenir de qualifier d'**héritage intemporel** que nulle génération ne doit remettre en cause, on retiendrait, sans risque de se faire relever, **la paix** et la **dévolution pacifique du pouvoir d'Etat**.

Or, la paix n'est pas une vaine proclamation ni une puérile incantation. Elle n'est pas seulement absence de guerre.

Plaçant l'être humain au cœur de toute construction politique, la paix a pour condition la détermination de la classe politique à faire des choix décisifs pour assurer à tous, une qualité de vie acceptable et durable, préserver l'intégrité de l'Etat et assurer la sécurité de tous.

La paix est donc une construction politique permanente, tout aussi courageuse qu'audacieuse, à l'effet de satisfaire progressivement et durablement les besoins essentiels et existentiels, patents et latents des citoyens dont on sait qu'ils sont illimités et sans cesse renouvelés, par la gestion adéquate des biens de la cité dont on sait aussi qu'ils sont de nature limitée et difficilement renouvelables.

Il en est de même de la dévolution pacifique du pouvoir d'Etat dont la condition est le renoncement irrévocable à tout recours à la force en vue de sa conquête et de son exercice.

C'est le moment de condamner, avec encore plus de force et de vigueur, tout complot contre l'Etat en vue de faire échec à la marche de notre peuple vers le développement.

Enrichir et transmettre cet héritage de la Conférence nationale, c'est aussi, et surtout, ne pas s'associer à cette forme de complicité morale, faite de compréhension de prétendus motifs, de banalisation, d'encouragement

explicite ou implicite et, surtout, de doute semé, nourri ou entretenu sur la pertinence ou la nécessité de la justice rendue par les sanctions prononcées.

Comme on s'en aperçoit, l'Union Progressiste le Renouveau demeure dans sa ligne politique en conviant les acteurs politiques à l'appropriation de l'héritage de la conférence nationale qui doit inspirer l'action politique.

Nous, progressistes et de la majorité présidentielle, devons enrichir la fierté de nos concitoyens à l'égard de l'œuvre d'approfondissement et de consolidation de la promesse de la Conférence nationale engagée par le Président de la République, Monsieur Patrice TALON, et son Gouvernement depuis 2016.

Nous devons également être vigilant au renoncement de cette promesse, par toute tentative de remise en cause.

Nous devons surtout contribuer à faire assumer à chacun et à tous, le nécessaire et positif devoir d'inventaire, condition de l'Union, condition du Progrès et critère du Renouveau.

Je vous remercie.